

## Burundi : De nouvelles taxes pour renflouer les caisses de l'Etat

Jeune Afrique, 07 novembre 2016 Burundi : une pluie de mesures s'abat sur la population pour renflouer les caisses de l'Etat. Depuis que l'Union Européenne a suspendu son aide au gouvernement du Burundi, Bujumbura tente de maximiser ses rentrées d'argent et de réduire ses dépenses au strict minimum. Les décisions prises pour cela sont parfois surréalistes. Après l'obligation pesant sur les habitants de la capitale d'acheter un cahier dit de ménage à 2000 francs burundais (soit 1,40 euro) à sous peine d'être pris pour des rebelles, ou bien celle de porter un gilet d'une valeur de 13 500 francs burundais pour tout conducteur de taxi. Freddy Mbonimpa (photo), le maire de Bujumbura, vient d'instaurer une taxe de stationnement sur la voie publique.

Concernant les dépenses publiques, le président du Sénat, Ruvyiron Ndikuriyo, vient quant à lui de jeter un pavé dans la discussion ce 28 octobre à Gitega, au centre du pays, que la gestion des salaires des enseignants pourrait bientôt être à la charge des communes. Les communes en difficulté. «Les communes ont des difficultés à payer leurs salaires qui, souvent, ne sont pas plus d'une dizaine. Et certaines comptent jusqu'à 500 enseignants», s'exclame Emmanuel Mashandari, président du syndicat Conapes (Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire). Il rappelle que les enseignants représentent 82% des fonctionnaires de l'Etat. Pour le syndicaliste, «les communes sont incapables de les gérer, ni financièrement ni techniquement». De son côté, Faustin Ndikumana, président de la Parcem (Parole et action pour le réveil des consciences et évolution des mentalités) estime qu'on aurait dû commencer par un audit sur le budget des mairies avant d'instaurer une telle mesure. Lourdes sanctions économiques Pour certains, l'économie du Burundi commence à ressentir les effets des sanctions prises par ses différents partenaires, notamment occidentaux. Pour rappel, l'Union Européenne a suspendu son aide directe au gouvernement depuis le 14 mars 2016, suite à la crise politique qui a éclaté le 26 avril 2015 après que le Président Pierre Nkurunziza a annoncé briguer un troisième mandat. Plus récemment encore, l'Union Européenne a décidé de ne plus faire transiter les troupes que 80 % des sommes versées. Armel Gilbert Bukeyenza African Manager, 07/11/2016 Burundi : Une avalanche de taxes surréalistes pour renflouer les caisses Les Burundais doivent se serrer la ceinture pour cause de crise économique, mais plus encore depuis que l'Union Européenne (UE) a coupé tout soutien financier au gouvernement. Résultat : Les autorités tirent sur tout ce qui bouge pour gonfler les recettes, une politique de taxation sous tous azimuts couplée avec une réduction des dépenses publiques. Quitte même à prendre des décisions qui choquent, rapporte Jeune Afrique ce lundi 07 novembre 2016. Par exemple les habitants de la capitale sont obligés de se payer un cahier dit de ménage à 2000 francs burundais (soit 1,40 euro), à défaut ils sont classés dans la catégorie rebelles, avec tous les désagréments que cela suppose ; il y a également l'obligation d'arborer un gilet d'une valeur de 13 500 francs burundais pour tout conducteur de taxi. Le maire de la capitale, Bujumbura, vient de pousser le génie ou le bouchon fiscal jusqu'à décréter une taxe de stationnement sur la voie publique. Dans le genre surréaliste, c'est non plus au niveau de la réduction des dépenses publiques. Le président du Sénat, Ruvyiron Ndikuriyo, a provoqué l'émotion en assurant le 28 octobre 2016 à Gitega, au centre du pays, devant des citoyens qui ne savent plus à quel se vouer, que la gestion des salaires des enseignants pourrait bientôt être confiée aux communes. Vous imaginez les dégâts ! «Les communes ont des difficultés à payer leurs salaires qui, souvent, ne sont pas plus d'une dizaine. Et certaines comptent jusqu'à 500 enseignants», lâche, au bord du désespoir, Emmanuel Mashandari, président du syndicat Conapes (Conseil national du personnel de l'enseignement secondaire). Il rappelle, pour ceux qui auraient oublié, que les enseignants constituent une écrasante majorité dans la fonction publique, 82%. Pour le syndicaliste, «les communes sont incapables de les gérer, ni financièrement ni techniquement». Faustin Ndikumana, président de la Parcem (Parole et action pour le réveil des consciences et évolution des mentalités), réclame également. Il est d'avis que le gouvernement aurait dû au préalable procéder à un audit sur le budget des mairies avant de scier la branche sur laquelle sont assis les enseignants. Tous les acteurs du nouveau virage pris par le gouvernement arguent que le Burundi est à bout de souffle depuis que ses partenaires lui ont tourné le dos, notamment les Occidentaux. A rappeler que l'UE a coupé les ponts avec le gouvernement depuis le 14 mars 2016, suite à la paralysie politique provoquée par la décision du Président Pierre Nkurunziza, le 26 avril 2015, de requérir un troisième mandat, en totale violation de la Constitution. Les chancelleries occidentales ont tout fait pour le ramener à la raison, mais il a persisté, provoquant un conflit armé qui mine depuis la stabilité du pays. L'UE vient de procéder à un autre tour de vis en décidant de ne plus faire verser dans les caisses publiques la paie des soldats burundais en mission en Somalie. Un terrible manque à gagner pour le gouvernement, qui ne versait aux militaires que 80 % des sommes requises!